

## « Panama papers » en Syrie : comment le clan Assad contourne les sanctions internationales

LE MONDE | 04.04.2016 à 14h16 • Mis à jour le 05.04.2016 à 12h01 | Par [Christophe Ayad](#)



A gauche, le président syrien Bachar Al-Assad à Damas, le 20 février 2016. A droite, le businessman syrien Rami Makhlouf à Damas, le 17 juillet 2010. SANA/REUTERS - LOUAI BESHARA/AFP

Quand il parle du [pouvoir](#) en [Syrie](#), Rami Makhlouf dit « *nous* ». Peu après le déclenchement de la révolution syrienne, l'homme d'affaires et cousin germain de Bachar Al-Assad avait en effet accordé une interview au *New York Times* dans laquelle il déclarait, prémonitoire : « *Nous resterons ici. On appelle cela se [battre](#) jusqu'au bout... Nous ne souffrirons pas tout seuls.* » Si Rami Makhlouf est peu connu à l'étranger, il l'est très bien des Syriens. Pendant les premières semaines du soulèvement syrien, à [partir](#) de la mi-mars 2011, il était l'une des cibles favorites des manifestants, qui criaient « *Makhlouf est un voleur* », et s'en prenaient fréquemment aux kiosques et boutiques de Syriatel, la principale compagnie de [téléphonie mobile](#) du pays, dont Rami Makhlouf est le propriétaire.

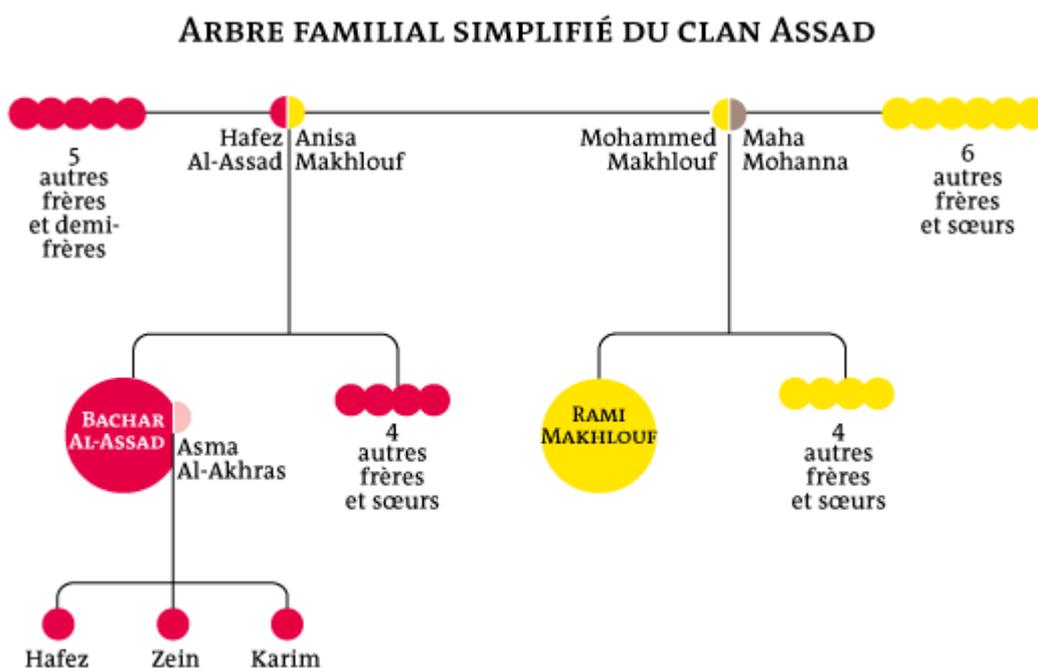
### Les « Panama papers » en trois points

- *Le Monde* et 108 autres rédactions dans 76 pays, coordonnées par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), ont eu accès à une masse d'informations inédites qui jettent une lumière crue sur le monde opaque de la finance offshore et des paradis fiscaux.

- Les 11,5 millions de fichiers proviennent des archives du cabinet panaméen Mossack Fonseca, spécialiste de la domiciliation de sociétés offshore, entre 1977 et 2015. Il s'agit de la plus grosse fuite d'informations jamais exploitée par des médias.
- Les « Panama papers » révèlent qu'outre des milliers d'anonymes de nombreux chefs d'Etat, des milliardaires, des grands noms du sport, des célébrités ou des personnalités sous le coup de sanctions internationales ont recouru à des montages offshore pour dissimuler leurs actifs.

S'il n'a aucun rôle direct dans l'appareil sécuritaire du régime, ce cousin germain du président – son père Mohamed est un frère d'Anissa, la mère de Bachar Al-Assad – est la première fortune privée de Syrie. Cela n'est pas dû à son sens des affaires mais bien plutôt à son rôle de tiroir-caisse au sein du vaste clan Assad. C'était déjà le cas de Mohamed Makhlof, malgré ses dénégations, c'est désormais celui de son fils, dont le *Financial Times* considérait en 2011 qu'il contrôlait 60 % de l'économie syrienne.

image: [http://s1.lemde.fr/image/2016/04/05/534x0/4896070\\_6\\_00a7\\_1-arbre-du-clan-al-assad\\_93bfc43e468eb09cd017622333e2a385.png](http://s1.lemde.fr/image/2016/04/05/534x0/4896070_6_00a7_1-arbre-du-clan-al-assad_93bfc43e468eb09cd017622333e2a385.png)



L'arbre du Clan Al-Assad

## Rami Makhlof, homme-clé du régime

Avec l'arrivée au pouvoir de la nouvelle génération, celle de Bachar Al-Assad et de Rami Makhlof, le pillage de la Syrie a en effet changé de dimension. Il s'est modernisé, étendu, privatisé. M. Makhlof a investi les secteurs les plus rentables de l'économie privée, en plein essor depuis quinze ans : la téléphonie mobile, le tourisme, l'aviation civile, la télévision, l'[immobilier](#), les travaux publics, l'import-export et la banque, souvent en position exclusive ou dominante. Il détient également le monopole de l'importation du [tabac](#).

La Syrie sort du socialisme baasiste, s'ouvre à l'extérieur et à la [consommation](#) : Rami Makhlof est la nouvelle figure de proue des « capitalistes du régime » mis en avant par Bachar Al-Assad. Mais le libéralisme new-look version Makhlof peut aussi [ressembler](#) au bon vieux racket de l'époque d'Assad père : ainsi, pour [imposer](#) à Mercedes de [changer](#) de concessionnaire en Syrie, il fait [interdire](#) l'importation de pièces détachées. Pour une fois, la marque allemande n'a pas cédé et Rami Makhlof a dû se [ravisier](#).

Cet incident a contribué à [attirer](#) sur lui l'attention du Trésor américain. En 2008, ses avoirs aux Etats-Unis ont été gelés par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), le Bureau de contrôle des avoirs à l'étranger,

au motif qu'il a « *manipulé le système judiciaire et utilisé les services de renseignement syriens afin d'intimider ses rivaux en affaire* ». L'OFAC souligne également son rôle de « *membre du régime ayant favorisé et bénéficié de manière frauduleuse de la corruption des officiels du régime syrien* ». La même année, un certain nombre de ses [sociétés](#) étaient ajoutées à une « liste noire » des [entreprises](#) avec lesquelles les Américains et leurs associés n'ont pas le droit de [faire](#) des affaires, sous peine de poursuites aux Etats-Unis.

## Quand Mossack Fonseca choisit de [continuer](#) de [travailler](#) avec Makhlouf

La firme panaméenne Mossack Fonseca n'en a tenu aucun compte. En 2010, les îles Vierges britanniques, où était enregistrée depuis une décennie Drex [Technologies](#) SA, l'une des principales sociétés-écrans de la galaxie Makhlouf, se sont inquiétées de la légalité de cet enregistrement. Selon les correspondances internes de Mossack Fonseca que [Le Monde](#) a pu [consulter](#), le responsable du département de contrôle de conformité a plaidé pour [couper](#) immédiatement les ponts avec la société. Mais Chris Zollinger, un employé du groupe Mossack Fonseca, insiste sur le fait qu'« *il y a des allégations (rumeurs), mais aucun fait ou [enquête](#) ou acte d'accusation* » contre Rami Makhlouf.

Il ajoute à l'appui de sa démonstration que les agences londonienne et genevoise de la banque britannique [HSBC](#) « *sont au courant pour M. Makhlouf et n'ont aucun problème avec cela* ». Plusieurs membres de la [famille](#) Makhlouf figurent d'ailleurs sur les fichiers suisses de HSBC publiés par [Le Monde](#) en 2015 dans le cadre de l'opération « Swiss [Leaks](#) ». « *Nous pouvons donc l'accepter aussi* », conclut Chris Zollinger. Drex [Technologies](#) SA a ainsi été réenregistré à Niue, une île du Pacifique.

Après le début de la révolution syrienne, en mars 2011, la donne change. Des sanctions européennes viennent s'ajouter aux américaines afin de [punir](#) les responsables de la sanglante répression : le 10 mai, Rami Makhlouf fait partie des treize [personnalités](#)-clés du régime dont les avoirs sont gelés et qui sont interdits de [voyager](#) dans l'[Union européenne](#). Le débat est relancé chez Mossack Fonseca et Chris Zollinger a finalement cessé, en septembre 2011, de [défendre](#) la cause de Rami Makhlouf au sein du groupe. Interrogé par la *Süddeutsche Zeitung*, Chris Zollinger a reconnu : « *Rétrospectivement, mes commentaires étaient erronés, je le regrette* », ajoutant que Mossack Fonseca n'avait « *aucune influence sur les transactions ou les affaires menées par la société* » de M. Makhlouf.

## Trois sociétés syriennes dans les « Panama Papers »

La domiciliation de sociétés dans des paradis fiscaux n'est certes pas l'apanage de Rami Makhlouf. C'est une façon, pour le régime syrien, de [contourner](#) les sanctions internationales qui le frappent depuis le début de la guerre et de [camoufler](#) la fortune des Assad. Selon l'enquête menée par le Consortium [international](#) des journalistes d'investigation (ICIJ), la *Süddeutsche Zeitung* et leurs partenaires, trois sociétés syriennes désignées par le Trésor américain comme « *soutiens de la machine répressive syrienne* » ont eu recours aux services de Mossack Fonseca pour [créer](#) des sociétés-écrans aux [Seychelles](#).

Ces trois sociétés, Pangates International, Maxima Middle East Trading et Morgan Additives Manufacturing, ont fourni du carburant à l'aviation militaire du régime syrien, dont les bombardements indiscriminés – que ce soit par des chasseurs bombardiers ou par des hélicoptères larguant des barils bourrés de TNT – ont tué plusieurs dizaines de milliers de civils depuis le début du conflit.

Ces trois sociétés ont été inscrites sur la liste noire du Trésor américain en juillet 2014. L'une d'entre elle, Pangates, spécialisée dans les produits pétroliers raffinés, appartient au groupe Abdulkarim, considéré comme proche du pouvoir syrien et basé à Damas. Les échanges entre Pangates et Mossack Fonseca prouvent que les liens entre la société basée aux Emirats arabes unis et le cabinet panaméen remontent à 1999, lorsqu'il l'a fait [enregistrer](#) à Niue. Quand ce petit Etat a mis fin au business de l'offshore en 2012, Pangates a déménagé aux îles Samoa, puis aux Seychelles. Neuf mois après la publication des sanctions américaines, Mossack Fonseca gérait toujours les affaires juridiques de Pangates, comme l'attestent les

« Panama Papers ». Il faut [attendre](#) août 2015 pour que le cabinet d'affaires s'inquiète enfin des activités, de la propriété et des sanctions visant la société. Pangates n'a pas répondu aux demandes d'explications de l'ICIJ.

*Christophe Ayad avec ICIJ et Süddeutsche Zeitung*

En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/04/syrie-comment-le-clan-assad-contourne-les-sanctions-internationales\\_4895313\\_4890278.html#tu1qR1LOh5FB9sct.99](http://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/04/syrie-comment-le-clan-assad-contourne-les-sanctions-internationales_4895313_4890278.html#tu1qR1LOh5FB9sct.99)